

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/102
12 novembre 2001

(01-5706)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Quatrième session
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

JORDANIE

Déclaration de S.E. M. Salaheddin al-Bashir
Ministre de l'industrie et du commerce

C'est pour moi un plaisir d'être ici aujourd'hui et de représenter la Jordanie à l'occasion de sa première participation à une Conférence ministérielle de l'OMC en tant que Membre à part entière. Beaucoup d'entre nous ici se rappellent peut-être encore l'enthousiasme, la persévérance, la patience et la bonne volonté dont la Jordanie a fait preuve pendant la procédure d'accession, malgré les difficultés et les déceptions qui ont marqué ce processus et malgré l'amertume, le désappointement et les appréhensions qui sont apparus à Seattle.

L'ardeur avec laquelle la Jordanie a cherché à accéder à l'OMC a montré une chose: ce pays croyait fermement aux bienfaits du commerce et aux avantages qu'il pouvait procurer, ainsi qu'à la capacité du système commercial multilatéral de faire effectivement profiter de ces avantages. En fait, la Jordanie a toujours considéré la participation à ce système comme un élément de l'effort global qu'elle a engagé pour assurer réformes économiques, croissance et développement, peut-être essentiellement grâce à l'expansion des exportations et de l'accès aux marchés, mais aussi grâce à une politique délibérée d'accroissement des importations et de libéralisation de l'investissement. Ainsi, ceux d'entre nous qui sont pris dans le monde des négociations commerciales peuvent supposer à tort que nos politiques commerciales devraient être fonction de la diplomatie commerciale et que les succès dans ce domaine doivent se mesurer sur le plan de l'accroissement de l'accès aux marchés et de la limitation de la pénétration de nos marchés et de notre environnement en matière d'investissement. Mais pour la Jordanie, il est clair que dans l'économie d'aujourd'hui, peut-être plus que jamais, le lien entre un commerce d'exportation florissant, d'une part, et la libéralisation des importations et de l'investissement, d'autre part, est plus étroit que beaucoup d'entre nous ne veulent bien le croire. Nous sommes convaincus qu'il est impossible de pénétrer de façon durable et diversifiée les marchés mondiaux avec des économies hautement protectionnistes, isolées de la concurrence internationale et privées de l'apport de savoir-faire, de technologie et de capitaux internationaux. Nous savons trop bien que la libéralisation des importations et celle des exportations ne constituent que les deux faces d'une seule et même pièce.

Par conséquent, nous venons à cette tribune non pour discuter des idéaux et des principes, mais pour nous assurer que nous contribuons à façonner le système commercial multilatéral d'une façon qui rétablisse la confiance dans ces principes. Par conséquent, à notre sens, le défi de Doha consiste à adapter collectivement les idéaux de la théorie commerciale, applicables dans le monde virtuel de la concurrence parfaite, au monde un peu moins parfait dans lequel nous vivons. En effet, ce monde est malheureusement caractérisé par des disparités et une asymétrie considérables. C'est pourquoi, pour beaucoup de participants au système commercial multilatéral, l'accès nominal ne se transforme pas toujours en accès effectif et des règles homogènes ne sont pas nécessairement des règles équitables. Le défi que nous avons à relever consiste à adapter le système commercial multilatéral, et son *modus operandi*, pour tenir compte de ces disparités; ce n'est qu'ainsi que chacun de nous s'en trouvera gagnant, comme promis.

Seattle nous a douloureusement appris qu'un mauvais accord n'est pas un accord du tout. Nous savons aujourd'hui que si nous sommes trop nombreux à quitter cette conférence avec le sentiment d'être écrasés, dépassés, sceptiques ou méfiants, alors nous serons tous nécessairement perdants. Si nous sommes trop nombreux à penser que nous avons trop donné et obtenu peu de choses en retour, nous serons tous nécessairement perdants. Si nous sommes trop nombreux à penser que le système commercial multilatéral compromet les principes de l'équité, de la dignité humaine, de la santé mondiale, de la sécurité de l'environnement à l'échelle mondiale et de la prospérité réellement *mondiale*, alors nous aurons tous échoué. Si nous sommes trop nombreux à penser que les règles sont imposées par des groupes de pression et ne résultent pas d'un consensus réel sur les intérêts collectifs, alors nous aurons tous échoué. Nous devons tous quitter cette capitale très accueillante en étant capables de dire à nos populations que la mission qu'elles nous ont confiée et qui consiste à renforcer la coopération économique et le dialogue aura pour résultat davantage de bien-être et de prospérité.

Cela dit, notre expérience montre clairement que l'application de tous les engagements, le renforcement des capacités dans les secteurs privé et public et la pleine utilisation du système commercial multilatéral exigent du temps, des investissements et de la détermination. Nous avons nous-mêmes rencontré des succès et des échecs dans ce processus. Toutefois, la Jordanie, comme beaucoup de pays qui sont récemment devenus Membres de l'Organisation, a besoin de flexibilité dans la conduite des négociations, en particulier dans le domaine de l'accès aux marchés.

À ce stade, permettez-moi, au nom de la Jordanie, de souhaiter à la République populaire de Chine et au Taipei chinois la bienvenue à l'Organisation mondiale du commerce. Nous sommes certains que leur accession enrichira cette organisation et renforcera encore son caractère universel et son importance. Et à cet égard, nous insistons sur la nécessité d'accélérer le processus d'accession des pays arabes candidats: Algérie, Arabie saoudite, Liban, Soudan, Syrie et Yémen.

Enfin, je voudrais exprimer les remerciements sincères de la Jordanie à l'Émir, au peuple et au gouvernement du Qatar pour leur hospitalité et les efforts qu'ils ont déployés pour organiser cet événement historique.

Je reste persuadé que l'issue sera positive et que nous parviendrons à un accord réellement avantageux pour nous tous.
